

ANNEXE 4

CLAUSES DE SÉCURITÉ « CONTRAT SENSIBLE »

CLAUSES DE SÉCURITÉ

1. Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du contrat la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le contrat est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

2. Le titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal,
- qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense nationale.

3. Le titulaire s'engage à faire signer par tous les personnels, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations, une déclaration individuelle (annexe 3 au CCAP) par laquelle lesdits personnels attestent :

- ✓ avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- ✓ qu'ils n'ont pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale,
- ✓ que les informations qui lui seront confiées, qui sans relever du secret de défense nécessitent une vigilance particulière telle qu'elle justifie la prise de précautions particulières ou spécifiques, ne pourront en aucun cas être communiquées à toute personne n'ayant pas le ' besoin d'en connaître ;
- ✓ qu'elles se conformeront aux règles de protection des informations, au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéderai qu'aux seuls locaux et installations concernés par le contrat.

Cette attestation de reconnaissance de responsabilité sera jointe à l'exemplaire du contrôle élémentaire conservé par le bureau de sécurité de l'administration.

4. Le titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

5. Le titulaire s'engage à remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

6. Le titulaire s'engage à ce que seules des personnes appartenant en propre à son entreprise soient employées à l'exécution des prestations du contrat sensible. **L'emploi d'intérimaire est à s'exclure.**

7. Le titulaire du contrat sensible s'engage à ne pas sous-traiter de travaux du présent contrat sans autorisation préalable de l'autorité contractante (ou du chef de l'entreprise passant le contrat sensible).

Il s'engage, pour les sous-traitances autorisées, à obtenir de ses sous-traitants les mêmes engagements que ceux qu'il prend au titre du présent contrat.

Le titulaire s'engage à transcrire les obligations issues du présent article dans les contrats passés avec ses sous-traitants.

8. Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée de l'autorité contractante ou exigée d'elle, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

9. Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

10. Le titulaire s'engage à tenir compte de l'évolution de la législation réglementant sa profession et à respecter les dispositions établies par les textes suivants et se soumettre à toutes les obligations résultant pour lui de leur application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementations suivants relatifs à la protection du secret :

- ✓ Loi n°83-629 du 12 juillet 1983 (version consolidée du 1er mai 2012) réglementant les activités privées de sécurité,
- ✓ Décret 86-1058 du 26 septembre 1986 (version consolidée au 24 décembre 2011) relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de transport de fonds et de protection des personnes, de recherches privées et de vidéoprotection,
- ✓ Loi n°2006-64 du 23 janvier 2006 (version consolidée au 1er mai 2012) en matière de lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers,
- ✓ Loi n°95-73 du 21 janvier 1995 (consolidée au 1er mai 2012) d'orientation et de programmation relative à la sécurité,
- ✓ Instruction générale interministérielle sur la protection du secret de la défense nationale n°1300/SGDN/PSE/SSD approuvée par l'arrêté du 30 novembre 2011,
- ✓ Code de la défense - Partie réglementaire – Partie 2 – Livre III – Titre Ier – Chapitre 1er Protection du secret de la défense nationale,
- ✓ Instruction particulière n° 2530/DEF/DR du 27 novembre 1984 sur la protection du personnel des entreprises - chapitre 6 et annexe VI Articles 413-9, 413-12 du code pénal relatifs aux atteintes au secret de la Défense nationale,
- ✓ Article L332-2 du code de justice militaire relatif aux atteintes à la Défense nationale en temps de guerre,
- ✓ Directives locales rédigées et mises en application par le site,
- ✓ Dispositions de l'article 5 de l'annexe du CCAG/FCS applicables au présent marché.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Le titulaire s'engage :

- ✓ à remplacer les personnes qui n'auront pas été autorisés par le ministère des armées,
- ✓ à assurer en permanence la dite prestation avec du personnel autorisé, y compris pendant les périodes estivales et fériées.

Si le titulaire doit remplacer un membre de son personnel autorisé, il devra au préalable en avertir l'autorité militaire et recevoir son approbation.

2. Le titulaire s'engage à informer son personnel du caractère sensible du site, objet de la prestation, et l'obligation qui lui est faite de tenir confidentiels tous les documents ou informations qu'il serait amené à connaître.

3. Le titulaire devra veiller en permanence à ce que son personnel autorisé se conforme strictement au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur sur le site. Le port du badge apparent sera obligatoire sur le site pendant toute la durée de la prestation (dès notification du marché, le titulaire prendra contact avec l'administration pour les modalités pratiques de remise de celui-ci [imprimés à remplir, documents à fournir, etc...])

4. Le titulaire devra exiger de son personnel qu'il n'accède à aucune installation autre que celle concernée par le marché.

5. L'exécution du marché peut conduire le titulaire à avoir connaissance d'informations, qui, sans être couvertes par le secret de défense, doivent rester du niveau « diffusion restreinte » ou « confidentiel défense » et ne peuvent être rendues publiques.

Aucune publication ou communication écrite ou orale, concernant l'ensemble des travaux et des informations obtenues dans le cadre du marché ne pourra être faite par le titulaire. Il doit, sans délai, avertir l'autorité militaire de toute violation de l'obligation de confidentialité.

6. La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de surveillance des accès du site. Elle peut être également recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

7. Le titulaire déclare connaître toutes les contraintes existantes énoncées par les mesures de sécurité afférentes au site à la date des présentes et s'engage à les respecter et à les faire respecter par ses agents habilités exécutant les prestations.

CONTROLE ÉLÉMENTAIRE DU PERSONNEL

Tous les personnels participant à l'exécution des prestations du présent marché, y compris les personnels de remplacement, doivent faire l'objet d'une procédure de contrôle élémentaire en application du Code de la défense (Partie réglementaire – Partie 2 – Livre III – Titre Ier – Chapitre 1er Protection du secret de la défense nationale) et selon la réglementation en vigueur au Ministère des armées.

Le titulaire s'engage à ne présenter au contrôle élémentaire que des personnes appartenant en propre à son entreprise ou à l'entreprise sous-traitante déclarée et acceptée par le Pouvoir Adjudicateur. Chaque membre du personnel proposé par le titulaire devra être dûment agréé par le Ministère des armées préalablement à sa prise de fonction sur le lieu d'exécution de la prestation.

Le titulaire s'engage à :

- ✓ n'envoyer sur le site que des personnels ayant donné satisfaction au contrôle élémentaire,
- ✓ demander le contrôle élémentaire, en prévoyant un délai de deux (2) mois pour son résultat.

Procédure de contrôle élémentaire

A la notification du marché, le titulaire proposera les personnels qu'il compte employer pour l'exécution du marché comme suit :

- ✓ élaboration du dossier de demande de contrôle élémentaire par le titulaire dès la notification du marché ou avant chaque changement de personnel pendant l'exécution du marché,
- ✓ envoi ou dépôt à l'autorité militaire des demandes de contrôle élémentaire dans un délai de dix jours à compter du lendemain de la date de notification du marché, ou deux mois avant la date présumée d'emploi sur le site dans le cas d'un remplacement pendant l'exécution du marché.

Demande de contrôle élémentaire jointe en annexe 2.

AUTORISATION D'ACCÈS DU PERSONNEL DU PRESTATAIRE SUR LES SITES

Tous les personnels susceptibles d'œuvrer dans l'enceinte de l'établissement, font l'objet d'une enquête préalable du service de Protection et Sécurité de la Défense.

En conséquence, avant le début d'exécution des prestations, le titulaire doit remettre au bénéficiaire, une liste indiquant les noms, adresses et photos d'identité de ses personnels affectés sur le site.

Cette liste devra être tenue à jour mensuellement et mentionner les modifications qui peuvent intervenir dans la composition du personnel, notamment si un salarié cesse ou commence son travail.

La liste des agents du titulaire, comportant la fonction exercée pour chacun d'eux ainsi que les qualifications communes et particulières exigées ou équivalentes seront soumises à l'agrément de l'autorité militaire avant le début d'exécution des prestations.

Le titulaire peut demander à l'administration de transmettre, avec son avis, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements, qu'il formule du fait des conditions particulières du marché.

Le titulaire s'engage à se présenter au responsable désigné par l'organisme bénéficiaire afin d'une part, de fournir tous les renseignements relatifs à l'ensemble de son personnel chargé à chaque niveau de l'exécution des prestations et d'autre part pour remplir tous les documents nécessaires à l'accès du site pour l'ensemble de ces personnels.

Le titulaire s'engage à remplacer les personnes qui n'ont pas été autorisées à accéder au site par le Ministère des armées.

Tout changement, même temporaire, de ces personnels, sera immédiatement porté à la connaissance de l'autorité militaire.

Dans le cas où les prescriptions du présent article ne seraient pas respectées, le titulaire ne pourrait prétendre à aucune indemnité si l'accès du site est refusé à ses employés.